HOHKAMP, Michaela, ULBRICH, Claudia, *Der Staatsbürger als Spitzel : Denunziation während des 18. und 19. Jahrhunderts aus europäischer Perspektive*

Christophe Duhamelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1194>

DOI : 10.4000/ifha.1194

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Christophe Duhamelle, « HOHKAMP, Michaela, ULBRICH, Claudia, *Der Staatsbürger als Spitzel : Denunziation während des 18. und 19. Jahrhunderts aus europäischer Perspektive* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2002, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1194> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1194>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

HOHKAMP, Michaela, ULBRICH, Claudia, *Der Staatsbürger als Spitzel : Denunziation während des 18. und 19. Jahrhunderts aus europäischer Perspektive*

Christophe Duhamelle

- 1 Issu d'un colloque tenu en 1998, ce recueil témoigne de l'intérêt grandissant porté par les historiens à la dénonciation, qui a d'abord été associée à l'étude des régimes totalitaires. En Allemagne, l'ouverture des archives de la Stasi, révélant l'ampleur du phénomène en RDA, lui a donné toute son actualité. Mais, très vite, l'analyse s'est étendue à d'autres régimes, tant la dénonciation apparaît comme une « charnière » entre gouvernants et gouvernés (introduction de M.H. et C.U.). C'est donc désormais la construction de l'État moderne, ambitieux dans ses prétentions, modeste dans ses moyens, qui est placée au centre d'une réflexion portant sur l'acceptation de l'autorité. La dénonciation est cependant un mode ambigu d'interaction : S. FITZPATRICK souligne la diversité et l'ambivalence d'une pratique recommandée (et même institutionnalisée, puisqu'elle reste longtemps la base de toute procédure judiciaire), mais aussi décriée, la frontière entre les deux étant mince et passant peut-être, comme R. BLICKLE le suggère pour la Bavière du XVIe s., entre la dénonciation restant à l'initiative des gouvernés, et la délation organisée par le prince et ses mouchards. Longtemps considérée comme une propension éternelle de l'esprit humain, la dénonciation est au contraire envisagée ici dans le contexte de configurations institutionnelles précises et sous l'angle des motivations de ceux qui en usent, ou qui la reçoivent. Les contributions concernent autant la France que l'Allemagne et sont parcourues par trois thèmes principaux.
- 2 L'historien ne saurait tout d'abord oublier qu'il est un bénéficiaire objectif de la dénonciation : nombreuses sont les sources qui s'en nourrissent. La forme sous laquelle les renseignements sont rendus acceptables par les autorités, la sélection, la

transformation et la hiérarchisation que ces dernières leur font subir pour justifier leur intervention (remarquablement reconstituées par D. HÜCHTKER pour la Bade de l'époque révolutionnaire) sont inhérentes à la documentation et ne sauraient donc être abstraites de son traitement – même si la dénonciation, souhaitée et prescrite, est ensuite gommée, ne subsistant qu'à l'état de traces dans des archives qui documentent, pour Constance à la fin du XVIIIe s., un conflit d'autorités se nourrissant en secret de la délation : l'utilisation qu'en font les pouvoirs donne seule leur sens aux dénonciations (M. HOHKAMP).

- 3 Cette ambivalence du statut de la dénonciation, qui rejaillit directement sur la construction documentaire de l'action de l'État, exprime également la complexité des interactions qui sont en jeu dans ce procédé. A. HOLENSTEIN, toujours en Bade et au XVIIIe s., montre avec précision que le signalement des délits est autant un instrument du renforcement des communes et des autorités locales, qui choisissent ou non de dénoncer, qu'une arme aux mains de l'État princier, qui cherche cependant à monopoliser la dénonciation en la professionnalisant. La partie ne se joue donc pas uniquement entre le dénonciateur et ceux qui l'écoulent, mais suppose un troisième acteur, la communauté locale, qui fait valoir ses normes et peut même contraindre une famille à dénoncer l'un des siens (G. SÄLTER sur les lettres de cachet à Paris au début du XVIIIe s.) ; elle se joue aussi entre autorités concurrentes (G. MAHLERWEIN) ou même contre l'appareil d'État : E. EBEL montre que la délation en Alsace au XIXe s. vise avant tout les cadres administratifs, permettant aux différentes instances de se surveiller mutuellement, et de se défier toutes d'un phénomène qu'elles encouragent pourtant. La dénonciation conditionne le pouvoir (A. WÜGLER sur la conjuration bernoise de 1749), mais le contraint aussi à se justifier.
- 4 L'ambivalence caractérise également le troisième thème abordé : les motivations des dénonciateurs. Celles-ci réagissent aux modèles politiques proposés. Les appels à la dénonciation civique, pendant la Révolution Française, permettent ainsi une politisation des intérêts privés et des positions sociales, ainsi qu'une libération moralisante de l'acte dénonciateur (C. KOHSER-SPOHN sur Strasbourg). La dénonciation devient même un devoir lié à la charge de maire lorsque celui-ci est sommé de signaler déserteurs et vagabonds pour les éphémères troupes coloniales du Consulat (W.H. STEIN). Mais la justification civique n'est pas qu'un voile jeté sur l'intérêt personnel (vengeance, rémunération) ou celui de la communauté locale. Ce sont des constructions plus complexes, sinon fantasmatiques, que suscite le devoir de dénonciation promu par l'État : ainsi de celles et ceux qui dévoilent d'imaginaires complots contre le roi de France, cherchant ainsi à être distingués du souverain et à faire tomber sa foudre sur leurs ennemis, mais ignorant les moyens réels d'une police qui évalue leurs accusations (J.I. ENGELS) ; ainsi des mouchards espionnant l'édition parisienne, mais y participant, et qu'on retrouvera ensuite du côté des révolutionnaires, se prenant au jeu de leurs propres dénégations (G. GERSMANN). Toute une palette d'engagements émotionnels dessine donc, au sein des interactions construisant les institutions de pouvoir, une « participation créative » qui permet à A. LÜDTKE, volontiers provocateur, d'associer la dénonciation à de la « politique par amour ».
- 5 On aura compris que ce recueil exemplaire par sa cohérence propose une réflexion qui, en privilégiant les pratiques et en concevant les institutions non selon une téléologie de la modernité, mais comme la mise en œuvre d'un ordre interactif et instable, s'inscrit parfaitement dans le renouveau actuel des études sur le politique à l'époque moderne.

6 Christophe DUHAMELLE